

Auteur : Qatar
Commission : Environnement
Thème : qu'est-ce qu'on fait après la cop 21 ?

Le Qatar est un acteur très important de la COP21 car c'est un émetteur massif de CO₂ par habitant, c'est un des états les plus polluant au monde. On est donc conscient que notre engagement sur les accords du climat est primordial afin d'assurer une transition énergétique bénéfique et durable. Ce pays du Golfe Persique est devenu très riche grâce aux hydrocarbures, sa superficie est de 11 627 km² et sa population est de 2 334 000 habitants. Il fait partie de l'Organisation des Nations Unies (ONU) depuis le 21 septembre 1971. En 2012, la COP18 s'est déroulé chez nous, à Doha.

A la COP21, 21^{ème} session de la Conférence des Parties sur les changements climatiques sous le cadre des Nations Unies, ont participé 147 chefs d'Etat et de gouvernement qui se sont réunis autour de la table pour agir contre le changement climatique. Depuis la première conférence du genre, à Berlin, en mars 1995, ce type de réunion se tient chaque année dans une ville différente. Cette année la COP21 s'est déroulée à Paris. La prochaine conférence des (la cop22) aura lieu au Maroc, à Marrakech. Le Qatar est le quatrième producteur de gaz naturel du monde après les États-Unis, la Russie et l'Irak ; il est devenu le premier exportateur de gaz naturel liquéfié. Ce pays fait parti du Groupe arabe qui se compose de 21 pays dont l'Arabie Saoudite ou encore l'Irak. Ce groupe insiste régulièrement sur le besoin de prendre en considération les impacts négatifs potentiels des actions de lutte contre le dérèglement climatique sur leur économie. Notre pays, est aussi membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et membre associé de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

Les participants doivent décider des mesures à mettre en place pour limiter le réchauffement climatique en dessous de deux degrés celsius. Un réchauffement désormais considéré comme néfaste pour l'avenir de la planète et de ses habitants, et ce à très court terme. Il faut donc "aboutir, pour la première fois, à un accord universel et contraignant permettant de lutter efficacement contre le dérèglement climatique et d'impulser la transition vers des sociétés et des économies résilientes et sobres en carbone". D'ici 2100, la plupart des villes des pays du Golfe persique, dont Doha, capitale du Qatar pourraient devenir inhabitables sous le double effet du réchauffement de la planète conjugué à l'humidité très dense qui sévit dans la région. Mais, il faut alors expliquer à un pays du golfe, dont le pétrole fait de celui-ci sa richesse, qu'il faut arrêter d'utiliser les énergies fossiles. Malgré le sérieux et l'imminence de la menace, notre pays, dont l'essentiel du PIB repose sur les énergies carbonées, peine à s'impliquer franchement dans la lutte contre le réchauffement climatique.

« Le changement climatique n'est pas seulement le problème du Qatar, il s'agit aussi avant tout d'une responsabilité commune à laquelle nous devons tous faire face en tant qu'Humains ». Sachant que notre pays, est un des pays rejetant le plus de CO₂ par habitant (chaque année, un qatari produit en moyenne 44 tonnes de CO₂) dans l'atmosphère due à l'extraction d'hydrocarbures, l'État du Qatar a pour ambition de contribuer au financement de nouveaux projets stratégiques et de nouvelles technologies permettant de réduire la fracture énergétique tout en préservant l'environnement (par exemple Bluecongo) Le Qatar a aussi commencé à investir dans l'énergie solaire ainsi que sur les technologies de réduction des émissions de CO₂ et en particulier la capture et séquestration du carbone. Notre pays doit donc accentuer sa communication sur la place croissante que devrait prendre le gaz dans la transition énergétique parce que le gaz est une énergie triple A : «abundant, affordable and acceptable for the environnement».

Le Qatar affiche une volonté politique forte de s'engager dans un développement économique respectueux de l'environnement. Les initiatives du pays sont nombreuses pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et développer les énergies renouvelables, dans le but de parvenir à plusieurs accords sur le climat, permettant de ne pas dépasser la barre critique des 2 degrés de réchauffement climatique.